

journalistes



©Isopix

Le dossier

Photojournalisme : La fin d'un métier ?

Sans changement d'attitude des éditeurs ou reconversion des photographes, la profession risque de disparaître. La faute au numérique ? Pas seulement.

Le constat est malheureusement partagé dans tous les pays d'Europe : le métier de photojournaliste prend l'eau. Venus des quatre coins de l'Union, une cinquantaine de délégués, réunis récemment à Paris à l'initiative de la FEJ (1), ont posé le même diagnostic. La profession – qu'exercent en Belgique 315 professionnels et stagiaires, dont un gros tiers de francophones – subit des assauts graves qui viennent de plusieurs côtés, au point que la survie du métier n'est plus assurée.

La numérisation des appareils et de la communication constitue sans doute la première cause des difficultés. La presse s'alimente de plus en plus auprès de non professionnels, en tête desquels les journalistes rédacteurs, plus ou moins consentants. La récente décision de Corelio est éloquente à ce propos (lire en page 6).

Aux États-Unis, Spy Media a créé la première bourse mondiale du photoreportage ouverte aux amateurs et aux professionnels, rapporte Patrice Gilly dans un livre sorti en décembre (2). « L'agence prend 35 % de commission sur le prix négocié. C'est moins que l'écossaise Scoopt, née après les attentats londoniens de juillet 2005, réservée aux seuls amateurs ».

J.-F. Dt

Suite et dossier en pages 4 et 5

Presse flamande

2009 commence mal

Coup dur sur l'emploi dans les médias flamands. Le ministre-président Kris Peeters annonce un large débat.

Dans la presse flamande, 2009 ne s'annonce pas du tout comme une bonne et heureuse année. Corelio (*Standaard, Nieuwsblad*) veut se séparer de 60 personnes dont 15 journalistes, via le non renouvellement de contrats temporaires et un licenciement collectif. Idem au Persgroep (26 personnes), où le *Morgen*, qui vient de fêter ses trente ans, perdrait 16 journalistes, soit un quart de sa rédaction. Idem chez VMMA, maison mère de VTM (28 personnes). Les éditeurs invoquent la crise économique dont ils veulent anticiper les effets, et la hausse des coûts de fabrication. « Mais qui dit que la crise sera persistante en 2009, demande Pol Deltour, secrétaire national de la VVJ. Et quand bien même, il serait normal que les éditeurs se servent des énormes réserves qu'ils ont constituées. Le Persgroep prévoit des pertes de 3 millions pour le *Morgen*, mais il a engrangé 34 millions de bénéfice net en 2007 ! »

En décembre, le ministre-président flamand Kris Peeters, peut-être inspiré par Nicolas Sarkozy, a



©Belga

Salle comble le 8 janvier 2009 au KVS (Bruxelles) au premier meeting de mobilisation des journalistes flamands.

annoncé l'organisation rapide d'un large débat sur l'avenir de la presse flamande avec l'ensemble des acteurs concernés. Il s'interroge aussi – inspiré cette fois par la Communauté française – sur l'introduction de conditions sociales dans le système de l'aide à la presse.

Les négociations se poursuivent dans les entreprises concernées où des actions ne sont pas à exclure.

Sommaire

Justice

Questions à la Une contre-attaque 2

Violence envers les femmes

Les médias sous-estiment leur rôle 3

Ossuaire de Tournai

Plainte non fondée 6

Sortie de presse

Ces journalistes qui font des bulles 7

Assemblée générale de l'AJP-AGJPB
le 14 février à 10h30 au Résidence
Palace (Bruxelles). Infos : www.ajp.be

Photojournalisme : la fin d'un

L'image dans la presse n'a jamais été aussi puissante et appréciée du public, mais la situation des photojournalistes n'a jamais été aussi difficile. Face aux mutations technologiques et aux pressions économiques, le métier n'a peut-être pas d'autre choix que d'organiser sa mutation.

Suite de la une

En France, le site Citizenside – « *Nous pouvons tous devenir reporters* », affirme-t-il – remplit le même rôle d'intermédiaire pour vendre aux médias les photos et vidéos d'amateurs. Et en Allemagne, signalait *Le Monde* du 10 décembre, le *Bild Zeitung* propose à ses lecteurs de s'équiper d'une caméra permettant d'envoyer directement les enregistrements vers le site du journal, primes à la clé.

A cette concurrence s'ajoute la puissance commerciale des grandes banques d'images comme Getty, Corbis ou Google, qui voient dans la propriété intellectuelle les nouveaux gisements du XXI^e siècle. Propriétaire de You Tube, Google peut utiliser à sa guise les contenus postés sur ce site. Le même Google diffuse désormais en basse définition l'immense stock d'images du défunt magazine *Life*. L'usage professionnel (et payant) de ces archives est assuré par Getty.

Eux-mêmes en perte de vitesse économique – mais ce n'est pas la seule raison –, les magazines publient de moins en moins de photos professionnelles, constatait, au séminaire de la FEJ, Didier Rapaud, ancien rédac' chef de *Paris Match*. Les photojournalistes doivent d'abord éditer un livre ou exposer dans les festivals avant de publier dans la presse ! Et encore : ils attendront souvent des semaines avant d'obtenir une réponse.

Contre les pressions

Dans ce contexte, les revenus des photojournalistes (et de leurs agences) ne pouvaient que dégringoler. Ils sont alors obligés de faire aussi de la photo commerciale (pour des entreprises, des relations publiques, des mariages, etc.). « *Les meilleurs photographes pigistes travaillent aussi dans d'autres secteurs, simplement parce qu'ils n'ont pas le choix !* », disait, au séminaire de la FEJ, un collègue britannique qui ne voit pas où est le problème. Seule parmi 13 pays européens interrogés par la FEJ, la Belgique interdit aux professionnels d'exercer une activité commerciale. Un interdit voulu par le législateur, qui l'a

inscrit dans la loi de 1963 sur le statut de journaliste professionnel.

Non seulement la diminution des revenus du journalisme peut amener, parfois, un retrait de la carte de presse (comme en France où le plancher considéré est la moitié du SMIC, soit environ 625 euros), mais elle se voit encore aggravée par des abandons forcés de droits d'auteur et par la non-rémunération des réutilisations d'images.

Une façon de résister à la pression des éditeurs est d'imposer des barèmes et/ou des contrats-types, comme au Danemark où une rémunération plancher est fixée à 75 euros l'heure de travail. Chez nous, une convention avec la presse quotidienne établit des tarifs obligatoires pour les photos et les articles, chose impossible en Italie où le gouvernement interdit la fixation collective de tarifs, au nom du principe européen de libre concurrence.

Optimisme

Des journalistes français tentent de faire avancer une nouvelle approche. « *L'éditeur achèterait une photo pour tous ses supports*, explique Olivier Da Lage, rédacteur en chef à RFI et membre du comité exécutif de la FIJ. *Mais il paierait en plus, selon une convention collective à négocier, le droit d'archiver et de réutiliser.* » En Belgique, les photographes ont confié la gestion de leurs droits à la Sofam ou à la Sabam, qui élabore des grilles tarifaires conseillées pour toute réutilisation.

Bref, le défaitisme résigné n'est pas la seule réponse aux mutations du métier. Certains, comme Alain Genestar, l'ancien directeur de *Paris Match* qui a lancé *Polka Magazine*, osent même un optimisme peut-être un rien forcé : « *Les magazines vont prendre conscience que se séparer des photojournalistes était une erreur.* » On verra.

J.-F. Dt

(1) *La Fédération européenne des journalistes a publié le communiqué final de ce séminaire sur son site <http://europe.ifj.org/fr>*

(2) « *Zap l'écran, vive la vie !* », éd. Couleur livres, 120 pp., 12 €.

Témoignage

Passe-moi le pixel...

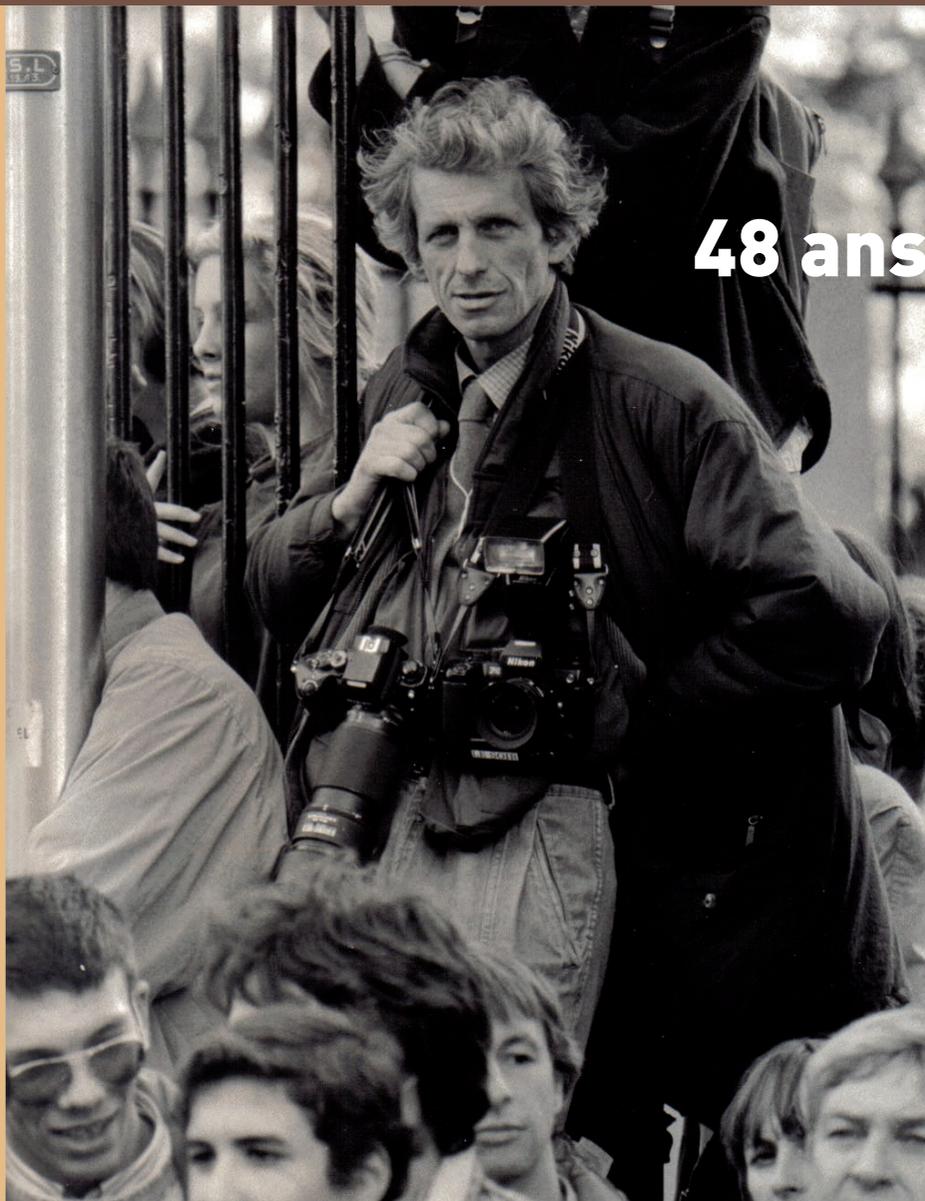
Quand j'ai débuté, il y a un peu plus de quinze ans, on me disait déjà que l'âge d'or de la photo de presse était fini. Mais avec le numérique, la barrière technique qui "protégeait" les photographes professionnels est en train de tomber. Il n'est plus indispensable d'avoir d'énormes connaissances ni du matériel onéreux et compliqué pour produire une image "publiable". Les chefs de rédaction l'ont bien compris : un appareil-photo coûtera toujours moins cher qu'un photographe... Et les excuses seront vite trouvées. Entendu dans certaines rédactions : « *On ne va pas te déranger pour si peu...* », « *Difficile de te dire l'heure du reportage, je vais y aller* », « *On croyait que tu étais en congé...* » Mais on appellera encore le photographe professionnel pour un reportage nocturne, pour recommencer un sujet raté par le rédacteur ou lorsqu'il n'a plus de batterie dans son appareil. Authentique !

A l'époque, je pouvais vivre de mon métier avec deux clients. Chose absolument impensable aujourd'hui ! Le plus contrariant, c'est que cette concurrence est purement déloyale. On peut comprendre le petit correspondant de presse qui, pour arrondir ses revenus, publie une de ses photos... Mais comment admettre qu'un rédacteur salarié fournisse un cliché gratuit à son journal ? Ecrire et photographier ne sont pas les mêmes métiers, et il ne suffit pas qu'une photo soit nette pour être bonne. Parce qu'elle exige une plus grande maîtrise technique et un matériel spécifique, la photo de sport reste à l'heure actuelle notre dernière citadelle. A ce propos, l'association Sportspress (ex-APBJS) fait un excellent boulot auprès des responsables de clubs en n'autorisant l'accès des zones « photo » qu'aux professionnels.

Acteur multimédia

Avec les sites des journaux, une nouvelle "mode" est apparue : la vidéo, courte, visible très tôt sur les sites. Des photographes, pour survivre, ont alors dû se muer en « acteur multimédia » et apprendre à filmer, monter, parfois commenter, et mettre en ligne... Avec quelle formation ?

métier ?



48 ans dans le viseur

Rudolf Marton, lors d'une manifestation à Bruxelles en 1990. (Photo : Alain Pierrard)

Pour quelle rémunération ? Ont-ils eu ou non le choix ? Car on peut se demander si ce phénomène est une évolution du métier de reporter-photo, ou un autre métier....

Et comment les cameramen voient-ils ces nouveaux collègues armés de leur caméra miniature ?

Je ne pense cependant pas que la fin du métier soit proche. Il a changé, évolué, certes... Mais il est évident que nous sommes dans un monde d'image. Et l'internet a encore renforcé cela. Il n'existe pas un seul site d'information sans photo et internet offre de réelles facilités de travail, avec l'étranger notamment. Le lecteur, qui paie cher son journal, est en droit d'avoir des illustrations de qualité.

Bruno Fahy

Enfant, j'avais vu les photographes de presse à l'œuvre après l'incendie du cinéma Rio. J'ai décidé que ce serait mon métier ». Rudolf Marton, qui a pris sa retraite le 31 août dernier, ne compte pas moins de 48 années de carrière comme journaliste-photographe. A 17 ans, il vend pour 100 francs belges à Publi-Press son premier négatif, pris sur son Rolleiflex 6x6. L'agence lui confie alors la couverture du mariage de Baudouin et Fabiola, en 1960, et l'engagement dans sa petite équipe.

Rudolf Marton : Avec le passage à la couleur, il nous fallait environ 1 heure 30 pour développer les bobines, ce que nous faisons nous-mêmes. Le patron sélectionnait un ou deux clichés dont on tirait une série d'exemplaires pour les journaux. On faisait ensuite la tournée des rédactions bruxelloises et, pour la province, on postait nos tirages à la gare de Bruxelles-Midi.

► **La concurrence était rude alors ?**

R.M. : Il y avait de la concurrence, bien sûr. Mais nous étions très solidaires, respectueux l'un de

Entretien

Rudolf Marton,

dans le viseur

l'autre pour que chacun puisse faire une bonne photo. Il est vrai que nous étions bien moins nombreux qu'aujourd'hui.

► **En 1969, vous entrez au Soir, pour trente-neuf années de carrière. Le travail y était-il différent ?**

R.M. : On développait et on tirait toujours nous-mêmes, en laissant les petites opérations aux laborantins. Il y avait moins de stress, d'autant que nous étions sept photographes. En reportage, nous avions le luxe de disposer d'une voiture labo, reconversion d'une ancienne ambulance Mercedes. Elle nous permettait d'obtenir un tirage en un quart d'heure. Pour l'envoi des clichés au journal, on se servait d'un bélinographe, cet émetteur inventé par Edouard Belin. On plaçait la photo sur un rouleau, balayé par une cellule photo-électrique qui envoyait, sur le papier chimique du récepteur, des signaux plus ou moins forts selon les blancs et les noirs du cliché. L'envoi d'une photo prenait environ vingt-cinq minutes.

► **Le numérique viendra bouleverser votre métier. En mieux ?**

R.M. : C'est une autre façon de pratiquer la photo. Aujourd'hui, n'importe quel mauvais photographe va déclencher 50 fois et trouver une bonne prise. Jadis, plus on faisait de photos, plus cela nous prenait du temps en labo. Il fallait donc bien connaître son matériel, maîtriser ses réglages, anticiper sur le résultat final et penser déjà à la mise en page de son travail.

► **Sur la photo de vous, ci-contre, vous portez une cravate. Coquetterie d'un jour ou habitude ?**

R.M. : Une habitude. Lors de mon arrivée au Soir, la cravate était de rigueur et j'ai été prié de me faire faire un smoking sur mesure, pour les réceptions royales. Cela faisait partie d'une certaine conception du métier. Moi, j'ai toujours voulu avoir un contact avec la personne que je photographiais. Je ne voulais pas déclencher vite fait et partir. Je suis un peu choqué aujourd'hui de voir dans certains endroits des jeunes confrères débraillés.

► **Que diriez-vous au jeune de 17 ans qui, comme vous en 1960, voudrait faire ce métier ?**

R.M. : Je le lui déconseillerais. Moi, en travaillant six week-ends d'affilée sur sept, je n'ai pas vu grandir mon fils. Et il y a beaucoup plus de stress et de pression qu'avant. Vous devez courir d'un reportage à l'autre. Et je ne parle même pas de la situation des indépendants. Il y a d'autres domaines plus rentables dans la photographie...

J.-F. Dt

Muter pour survivre ?

Les sites web et la vidéo en ligne pourraient offrir de nouveaux débouchés aux photojournalistes.

Si on a pu garder sept photographes salariés au Soir, c'est parce qu'ils ont accepté de produire aussi de la vidéo pour le site », déclarait récemment Daniel Van Wylick, directeur du Soir. Internet et la vidéo pour les sites sauveront-ils les photographes de presse ? Pour un même sujet, les sites web d'information proposent souvent, outre de la vidéo, des portfolios de dizaines de photos, là où l'édition papier du même média n'en livre au mieux qu'une seule. S'agit-il pour autant d'un nouveau marché « rentable » pour les photographes pigistes ?

En théorie, tout est présent pour que ce le soit, et particulièrement la demande : un site d'infos n'est en effet rien sans images. Mais en pratique, les professionnels voient ce créneau leur filer entre les doigts, pour plusieurs raisons dont, principalement, l'offre de contenus gratuits ou quasi gratuits. En Flandre, le groupe Corelio (*De Staandaard, Het Nieuwsblad*) vient d'annoncer à trente-cinq photographes free lance que désormais tous ses correspondants fourniraient aussi des photos. Les photographes qui souhaitent continuer à travailler pour le groupe devraient fournir des articles avec leurs photos ! Les correspondants « texte » n'ont pas davantage le choix : ils sont priés de s'équiper (à leurs frais) et d'envoyer plusieurs photos pour chaque papier. La photo publiée sera payée au tarif unique de 16 euros... Voilà comment on sonne le glas de la photo de presse dans un groupe de journaux dits « de qualité » et du job de trente-cinq photographes indépendants.

Bien avant cette convergence des médias, qui entraîne dans une certaine mesure celle des métiers du journalisme, les photographes de presse formaient déjà un groupe fragilisé, au statut social précaire. En Belgique, alors qu'en moyenne 75 % des journa-

listes professionnels sont salariés, les photographes de presse professionnels sont à 75 % indépendants. Et leur nombre diminue : en Communauté française, l'effectif des photographes professionnels et stagiaires a fondu de plus de 10 % en trois ans ⁽¹⁾.

Alors que faire, comment réagir ? Pour que les photographes de presse vivent demain décemment de leur métier, plusieurs conditions devraient être réunies : pour les photographes salariés, le maintien voire l'augmentation des emplois, en accompagnant si nécessaire la reconversion des photographes à tous les métiers de l'image, par des formations et plans de polyvalence négociés. Pour les photographes indépendants, plusieurs facteurs devraient sensiblement et conjointement être améliorés : diminuer la pression de la concurrence gratuite, augmenter les tarifs, revoir les modèles de rémunération de droits d'auteur de manière à garantir des revenus récurrents ; cela suppose aussi que les médias s'engagent à (re)travailler avec des professionnels de l'image et accordent, au-delà de la pétition de principe, une réelle importance à l'image journalistique. La profession de photographe aurait aussi tout intérêt à se doter d'une cellule de défense active, qui coordonne les actions nécessaires. L'avenir de l'Association de la Presse photographique et filmée est actuellement en discussion ⁽²⁾, tant au plan de ses structures que de son utilité. Paradoxal, pour une profession qui a plus que jamais besoin d'être défendue.

Martine Simonis

(1) En octobre 2005, on dénombrait 127 photographes pros ou stagiaires en CF ; en novembre 2008, le chiffre est tombé à 112. La Flandre présente des chiffres plus stables (mais c'était avant l'annonce de Corelio dont il faudra mesurer les effets).

(2) Et vous pouvez y participer : Bruno Fahy, représentant des photographes au Conseil de direction de l'AJP, a ouvert un blog : <http://avenir-ppfb.brunofahy.be>

Dossier cadeaux : des réactions

Suite à notre dossier sur les cadeaux (*Journalistes n° 98-99*), nous avons reçu ces réactions :

« J'ai longtemps travaillé dans le secteur auto et ma philosophie a toujours été de me demander si, confronté à une proposition, je me sentais à l'aise face à mes lecteurs, à mon rédacteur en chef ou... à moi-même. Lorsqu'un de ces critères n'était pas rempli, j'ai décliné des invitations, parfois à la surprise de l'invitant à qui j'expliquais mes motivations. Pour le reste, je ne suis qu'un terrien, comme l'explique un confrère dans votre dossier, et l'auto, comme d'autres secteurs de l'information, m'a offert l'opportunité de

découvrir le monde, souvent entre deux avions mais quand même... »

Yves de Partz

« Pendant vingt ans, de 1949 à 1969, j'ai couvert le Tour de France. Les seuls 'cadeaux' que nous recevions alors étaient des bics et, parfois, des musettes de ravitaillement que les cyclistes n'avaient pas utilisées. J'en déduis, à vous lire, que les mœurs ont bien changé. Le seul vrai cadeau m'a été offert lors d'un Tour d'Italie. C'était un mixer, et il fonctionne encore ! ».

Pierre Thonon

Déontologie

Ossuaire de Tournai : plainte non fondée

L'affaire avait stupéfié toute la région : le 29 juillet dernier, des dépouilles humaines dans leur linge mortuaire, un cercueil vide et des urnes funéraires étaient découvertes sur un terrain vague voisin d'un cimetière de Tournai. *Le Courrier de l'Escaut*, seul sur les lieux, avait alerté les autorités, pris des photos et enquêté.

Sans contester la réalité des faits, le Collège communal avait déploré, dans une plainte adressée à l'AJP, la publication, par le quotidien, de photos « montrant ces scènes horribles », alors que le journal avait précisément dénoncé l'accès aisé au terrain en question. Dans leur lettre, le bourgmestre Christian Massy et son secrétaire communal adjoint évoquaient la déontologie journalistique et dénonçaient

« des choix rédactionnels qui ne contribuent pas à l'information ».

Après avoir recueilli les arguments du *Courrier de l'Escaut* et analysé les publications, l'AJP a adopté l'avis suivant :

« L'AJP rappelle la nécessaire prise en

compte, dans le choix des photos, de la sensibilité des publics auxquels elles sont destinées et de la proximité de l'événement. (...) Mais il convient aussi de mettre dans la balance la teneur informative des photos, leur intérêt public et leur valeur testimoniale.

Dans le cas d'espèce soumis à son appréciation, le bureau de l'AJP considère que ces éléments étaient rencontrés et justifiaient la publication. Le fait que les autres médias n'aient pas publié de photos semblables ne tient sans doute pas à un choix éditorial différent, mais, vraisemblablement, à l'impossibilité pour ces médias d'accéder aux lieux.

Le bureau de l'AJP constate que les titres, chapeaux, textes et légendes publiés par *Le Courrier de l'Escaut* relèvent du registre descriptif, évitant les effets du sensationnalisme. Les reproches d'atteinte à la dignité humaine et de glorification d'actes de cruauté et d'inhumanité ne lui paraissent dès lors pas fondés. »



A la une du *Courrier de l'Escaut* du 29 juillet 2008.

L'intégralité du document se trouve en ligne sur www.ajp.be (section « déontologie » / rubrique « avis »).